

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Fonctionnement d'une Maison des Services au Public (MSAP) itinérante Moyen et Haut pays - Convention de financement avec l'association Sophia Loisirs Vie (SLV)

- ☒ Original
- Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.208

Date de la convocation :

**Le 05/12/2017**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage **21 DEC. 2017**  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 DEC. 2017**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

**Laurence MALHERBE**  
Directrice des Affaires Générales,  
du Juridique et du Contentieux

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 11 décembre 2017**

L'an deux mil dix-sept et le 11 décembre à 11h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR

**ABSENTS :**

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gilbert TAULANE, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'accès au droit.

En particulier dans la zone du moyen et haut-pays, la Direction de la Cohésion Sociale de la CASA partage, avec les partenaires de ses services, un constat de déficit d'accès aux services publics lié à la fois à l'éloignement géographique des usagers des guichets physiques des services publics et à leur mauvaise appréhension des outils numériques permettant l'accès aux guichets informatiques.

Visant l'égalité territoriale pour les usagers, l'association Sophia Loisirs Vie (S.L.V.) propose ainsi la mise en œuvre de permanences d'accès aux services publics en mettant à disposition, dans des locaux de proximité rendus disponibles par les communes, une personne en capacité d'accompagner le public dans l'appréhension des usages numériques.

Cette mise à disposition se réalise par le biais de la création d'une Maison des Services Au Public itinérante (M.S.A.P). Le démarrage de cette action est prévu au mois de novembre 2017. Les communes de Cipières, Gourdon et Le Bar sur Loup ont d'ores et déjà conclu une convention de mise à disposition de locaux pour accueillir cette action. Les communes de Châteauneuf de Grasse et Opio rejoindront cette démarche prochainement.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- proposer la mise en place d'un service public autour de la dématérialisation des données en faveur des utilisateurs pour les accompagner autour des contacts avec la CAF, Pôle Emploi, la CARSAT, la MSA, l'URSSAF....
- accompagner dans les démarches administratives, apporter une aide à la constitution d'un dossier, à la vérification de la recevabilité d'un dossier, à la mise en relation avec l'interlocuteur ou le partenaire approprié si nécessaire ;
- utiliser des services en ligne (recherche d'informations sur les sites, consultation de dossiers personnels, télé procédures, simulation de droits...) ;
- utiliser des équipements numériques mis à disposition par la MSAP (ordinateurs, tablettes, imprimantes, scanners...).

Le budget de cette action s'élève à 14 800 euros et la CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 5 000 euros.

Cette action pourra bénéficier de cofinancements de la part de l'Etat, du Conseil Régional PACA et d'institutions privées à hauteur de 9 300 euros comme indiqué sur le budget prévisionnel joint en annexe.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action « Maison des Services au Public itinérante » s'inscrit dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action de l'association pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 20 octobre 2017 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2017;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 5 000 euros à l'association Sophia Loisirs Vie pour son action au titre de l'accès au droit,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Sophia Loisirs Vie et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 522 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 5 000 euros à l'association Sophia Loisirs Vie pour son action au titre de l'accès au droit,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Sophia Loisirs Vie et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 522 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 11 décembre 2017  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION SOPHIA LOISIRS VIE (S.L.V)**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 – 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 11 décembre 2017 ;

Ci-après désignée C.A.S.A.

### **ET**

L'association dénommée Sophia Loisirs Vie régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser l'accès à la culture, à la médiation numérique, aux loisirs, aux services et à l'intergénérationnel par le biais d'actions, d'ateliers, d'organisations et de stages pour tous les publics, dont le siège social est situé Rue de la Vigne Haute - Ferme Bermond - BP 109 - 06560 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Madame Joëlle BOUHELIER agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **S.L.V.**

### **EXPOSE**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire et de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, l'association Sophia Loisirs Ville, S.LV, exerce notamment une mission relative au développement de la culture numérique et favorise le lien social à travers différentes actions culturelles et pédagogiques.

Dans ce cadre, il est prévu la gestion et l'animation d'un espace mutualisé de services au public (Maison de Services Au Public - M.S.A.P.) assurant un relais d'information et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives, situé en itinérance sur les communes du Moyen et Haut Pays . Ces communes dont les besoins seront étudiés en amont devront être en capacité de mettre à disposition un local adapté à la mise en place de cette action. Elles devront parallèlement s'acquitter d'une d'adhésion de 100€ auprès de l'association S.L.V. Les communes de Cipières et Gourdon, le bar sur Loup ont d'ores et déjà conclu une convention de mise à disposition de locaux. D'autres communes contactées rejoindront cette démarches ultérieurement telles Châteauneuf de Grasse, et Opio.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 20 octobre 2017.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'association S.L.V. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant la connaissance et l'accès aux services publics. Il assure un relais d'informations et de médiation ainsi qu'un accompagnement des usagers dans les démarches administratives et l'appropriation des outils numériques.

La Maison de Services au Public itinérante du Moyen/Haut Pays a donc pour objet :

- De soutenir à la dématérialisation et aux usages numériques un public éloigné des services publics de proximité ; pour ce faire elle met à disposition du matériel et propose un accompagnement pour son utilisation ;
- D'accompagner les usagers dans leurs démarches en ligne : CAF, Pôle Emploi, déclarations et paiement impôts sur le revenu ;
- De renforcer le partenariat avec les acteurs de l'insertion par le biais d'actions autour de l'outil informatique et numérique afin de répondre aux difficultés administratives et sociales des administrés.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association S.L.V. pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue, notamment pour l'aide au démarrage de l'action, pour l'année 2017.

**Durant cette période, l'association S.L.V. s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 14 800 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'association S.L.V. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention attribuée par la C.A.S.A, constituant une aide au démarrage de cette action innovante, est de 5 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte l'association S.L.V. par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le dossier de demande de subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE**

L'association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

S.L.V. s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

##### Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de personnes reçues par la MSAP ;
- Nombre d'usagers par commune, par âge, par sexe, type de demande, réponses apportées ;
- Nombre d'interventions sur les différents volets : missions de premier niveau MSAP (CAF, Pôle emploi, MSA, CARSSAT..), cohésion sociale pour la partie PLIE, Mission Locale Antipolis et prévention Jeunesse CASA.

##### Indicateurs qualitatifs :

- Degré d'implication, de participation, qualité des échanges entre les usagers et les professionnels ;
- Impact individuel de l'action (au besoin à l'aide de la réalisation d'un sondage auprès des administrés ayant fréquenté la structure) ;
- Amélioration des usages numériques.

L'analyse de ces éléments devra permettre de s'assurer que l'objet de la MSAP tel qu'initialement défini est bien respecté et que la réponse apportée par cette action répond de manière efficace aux besoins du territoire.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

Cette évaluation porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

S.L.V. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

L'association S.L.V. s'engage :

- o A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association S.L.V. remettra à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- o A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er août au plus tard de l'année 2018.

- o Si l'Association S.L.V. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association S.L.V., et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

S.L.V. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, le C.C.A.S mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

S.L.V. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'association  
S.L.V.,  
La Présidente ,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
La Vice – Présidente Déléguée à  
La Politique de la Ville

Joëlle BOUHELIER

Michelle SALUCKI



# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Septembre /décembre 2017

CHARGES	MONTANT 9	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>2000</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1500	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	<b>13300</b>
Autres fournitures	500	Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>3600</b>		
Locations	3000	Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	3500
Assurance	500	-caisse des dépôts et consignations	3500
Documentation	100	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>400</b>	-dispositif ERIC	2300
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département(s) :	
Publicité, publication	250	-	
Déplacements, missions	150	Intercommunalité(s) : casa	5000
Services bancaires, autres			
<b>63 - Impôts et taxes</b>			
Impôts et taxes sur rémunération,			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>8800</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	6000	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	2500	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	300		
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>500</b>
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	500
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>14800</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>14800</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>11</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	3000	Prestations en nature	3000
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>17800</b>	<b>TOTAL</b>	<b>17800</b>

9

Ne pas indiquer les centimes d'euros.

10

L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

11

Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 11/12/2017  
Numéro : BC\_2017\_208  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Fonctionnement d'une Maison des Services au Public (MSAP) itinérante Moyen et Haut pays - Convention de financement avec l'association Sophia Loisirs Vie (SLV)  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 9tBLj55

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/12/2017  
Identifiant : 006-240600585-20171211-BC\_2017\_208-DE

**Acte reçu**

Date : 11/12/2017  
Numéro interne : BC\_2017\_208  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Fonctionnement d'une Maison des Services au Public (MSAP) itinérante Moyen et Haut pays - Convention de financement avec l'association Sophia Loisirs Vie (SLV)  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20171211-BC\_2017\_208-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_AU-006-240600585-20171211-BC\_2017\_208-DE-1-1\_2.PDF  
99\_AU-006-240600585-20171211-BC\_2017\_208-DE-1-1\_3.PDF

N